

Résolution de La gauche par l'Exemple , l'association nationale des élus du parti de Gauche et apparentés adoptée le vendredi 27 août 2010 en assemblée générale.

Les ROMS, citoyens européens, vivent en France de manière extrêmement démunie. Le gouvernement porte la responsabilité de cette situation puisqu'il a obtenu en 2007 qu'ils ne puissent avoir accès à un emploi et aux prestations sociales.

Installés dans de vieilles caravanes ou dans des baraquements de fortune, leur extrême pauvreté qui dérange est inacceptable.

L'assimilation qui est souvent faite entre les gens du voyage qui ont choisi ce mode de vie et les Roms qui se déplacent par nécessité, montre la méconnaissance que nous avons de cette communauté rejetée dans ses pays d'origine.

Une meilleure connaissance des uns et des autres évitera que des citoyens souhaitent le départ des Roms.

La Gauche par l'exemple appelle l'ensemble des élus et des exécutifs locaux à rencontrer les Roms qui vivent sur leur territoire, les associations qui les représentent et les soutiennent, et à faciliter sous différentes formes des manifestations de rencontre avec les populations. Nous devons appeler à la mobilisation pour stopper le démantèlement des camps sans solution pérenne de relogement, et dès aujourd'hui garantir l'accès à l'eau, la santé, des conditions d'hygiène décentes, la scolarisation des enfants.

Nous appelons les pouvoirs publics à une concertation avec les élus et les associations concernées pour la mise en oeuvre d'une politique cohérente, respectueuse des droits sociaux et de la dignité humaine conformément aux recommandations du CNCDH (2008), de la Halde (2009), Ecri /Commissaire aux droits de l'Homme du Conseil de l'Europe 2010.

La réponse au niveau européen concernant l'exclusion des droits fondamentaux dont les Roms sont victimes dans leur pays d'origine (travail, culture, santé, logement, services, droits sociaux) doit s'accompagner en France par l'abrogation des mesures transitoires pour ces citoyens européens, en leur permettant un libre accès à l'emploi, et au droit à un habitat digne pour tous par la construction massive de logements accessibles.

L'association réunie en assemblée générale à Saint martin d'hères
(Isère)